



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 207 - 28 septembre 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Manifestation contre le Pacte Budgétaire Européen le dimanche 30 septembre (voir n° 206)
- 2 - Tunisie - La victime d'un viol désignée coupable - Rassemblement 1^{er} octobre - Page 2
- 3 - Pour notre Santé, le changement c'est urgent ! - Manifestation nationale 6 octobre (voir N° 206) - Page 2
- 4 - Pétition pour la démission de M. Ducray de son mandat d'élu - Page 3
- 5 - Le 30 septembre, venez devant ! Les femmes vont ouvrir la manifestation contre le TSCG, et pour cause ! - Les effronté-es - Page 3
- 6 - Journées internationales pour la maîtrise de la fécondité et le droit de choisir d'être mère... ou pas - 26 et 28 septembre 2012 - Planning Familial - Page 4
- 7 - Élection de « Graine de Miss » à Bordeaux - Communiqué Planning Familial Gironde - Page 5
- 8 - Appel du « Collectif de femmes immigrées victimes de violences » - Perpignan - Page 6
- 9 - Pour plus d'égalité entre filles et garçons à l'école - Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem - lemonde.fr - Page 6
- 10 - Rappel : Festival féministe de documentaire Femmes en Résistance - 29/30 septembre (voir fichier joint) - Page 8
- 11 - Alerte ! Grave menace sur les droits des femmes. Le droit à l'IVG est attaqué de toutes parts - 28 et 29 septembre - Association Droits des Femmes 20^{ème}, Collectif IVG Tenon - Page 8
- 12 - Invitations à La Maison des Femmes de Montreuil - 4 et 8 octobre - Page 9
- 13 - « Sport : pas de filles hors-jeu » - Femmes Solidaires - 5 octobre - Page 9
- 14 - Les Chorales fêtent ses 10 ans - Toulouse - 6 et 7 octobre - Page 9
- 15 - Festival « Elles résistent » - La Parole errante - 8 au 15 octobre (voir fichier joint) - Page 9
- 16 - Soutien aux lesbiennes demandeuses d'asile - La Lune - Strasbourg - 6 octobre - Page 10
- 17 - Tribunal Féministe contre la dette et l'austérité - Marseille - 17 octobre - Collectif 13 Droits des Femmes - Page 10
- 19 - Feuilles d'automne des écrivains handicapés et des autres - FDFA - 20 octobre - Page 11
- 20 - 7^{ème} rencontre « Films Femmes méditerranée - Marseille - 25 septembre au 3 octobre - Page 11
- 21 - Théâtre « Le Septième Kafana » - Maison des Femmes et Rajfire - 2 octobre - Page 12
- 22 - Cour métrage - « Dérobées » - MdF et Rajfire - 18 octobre - Page 12

MOBILISATIONS

- 1 - Manifestation contre le Pacte Budgétaire Européen le dimanche 30 septembre (voir n° 206)

Manifestation unitaire
Pour une Europe solidaires
Non au traité d'austérité !
Dimanche 30 septembre, 13h30 Nation

Cortège féministe - 12h30 - Bld Diderot - MK2

Nous vous invitons à rejoindre le cortège femmes en tête de la manifestation, il est important que nous soyons nombreuses. Sont parties prenantes les associations féministes : CNDF, CADAC, Femmes Egalité, Osez le féminisme, Marche Mondiale des Femmes, les Effrontées, Maison des Femmes de Paris, Maison des Femmes de Montreuil...

Nous vous donnons rendez-vous à partir de 12h30, Bd Diderot au MK2.

La pétition de « Féministes contre le pacte budgétaire » a déjà recueilli plus de 1300 signatures. Continuez à la signer sur : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N28837>

2 - Tunisie - La victime d'un viol désignée coupable - Rassemblement 1^{er} octobre

Rassemblement

lundi 1^{er} octobre 2012 à 19h

Fontaine des Innocents

Métro/RER Chatelet les Halles

Durant la nuit du 3 au 4 septembre 2012, une femme a été violée à Ain Zaghuan en Tunisie par deux policiers avec la complicité d'un troisième policier qui s'est chargé d'éloigner son compagnon et de lui usurper de l'argent. Lors d'une conférence de presse le porte parole du Ministère de l'intérieur, Khaled Tarrouch déclare que la victime a été surprise par les policiers dans une situation indécente, justifiant ainsi le crime commis par les forces l'ordre. Un juge d'instruction a d'ailleurs convoqué la victime pour atteinte à la pudeur.

Nous, Tunisiennes et Tunisiens en France : Nous sommes profondément choqué-es et indigné-es par cet acte de barbarie ; Nous sommes outré-es par le traitement réservé aux victimes du viol. Ni le ministère des droits de l'Homme ni le ministère de la femme n'ont songé aux droits de la victime et sa prise en charge morale et physique ; Nous condamnons avec virulence l'accusation portée à la victime qui a comparus le 26 septembre devant la justice pour atteinte à la pudeur ; Nous rappelons que le combat des femmes tunisiennes pour les droits et l'égalité s'inscrit dans la lutte pour la liberté et la dignité et constituent des objectifs de la révolution ; Nous dénonçons fermement les propos misogynes du porte parole du ministère de l'intérieur et l'attitude du gouvernement irresponsable et complice ; Nous sommes déterminés à combattre l'utilisation du viol comme arme pour assujettir les femmes ; Nous réaffirmons notre attachements aux principes de la révolution tunisienne contre l'humiliation, la misère et pour la dignité et l'égalité ; Nous déclarons notre solidarité inconditionnelle avec la victime du viol et de l'injustice.

Non au viol, Non au viol politique. Pour une politique et des lois fermes qui protègent les femmes victimes de violence

Premiers signataires : ATF, Collectif des tunisiens d'Amiens, Unis(e)s-vers-elle(s) ; Personnalités : Leila Zaibi : militante féministe ; Premiers soutiens : ATMF, le Collectif (région parisienne) des droits des femmes, Osez le féminisme, Marche Mondiale des Femmes...

3 - Pour notre Santé, le changement c'est urgent ! - Manifestation nationale 6 octobre (voir N° 206)

Manifestation nationale

Notre Santé en Danger

Samedi 6 octobre

**Des hôpitaux Cochin à Saint Vincent de Paul à Matignon
Rassemblement à partir de 12h30, Place de l'Observatoire**

4 - Pétition pour la démission de M. Ducray de son mandat d'élu

Pour : M. le député-maire de Villefranche, Bernard Perrut

Je suis choqué-e du retour de M. Ducray au Conseil municipal de Villefranche-sur-Saône, comme si rien ne s'était passé sous le ciel caladois. M. Ducray a été condamné en première instance pour harcèlement sexuel sur du personnel de la ville avant de bénéficier d'un vide juridique en appel, suite à la suppression de la loi sur le harcèlement. Anéantissement juridique dont il a d'ailleurs été l'un des acteurs principaux. Bien qu'il n'est pas été condamné, il n'est pas pour autant innocenté de ses actes, et donc rien ne justifie qu'il reprenne son mandat d'élu qu'il a déshonoré. C'est pourquoi je demande sa démission.

Pour signer : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoAssinar.aspx?pi=ducray>

TEXTES

5 - Le 30 septembre, venez devant ! Les femmes vont ouvrir la manifestation contre le TSCG, et pour cause ! - Les effronté-es

Le Collectif unitaire pour une Europe Solidaire et contre le Traité d'austérité vient de prendre une décision très importante, celle de faire en sorte que le cortège des femmes en lutte défile en premier, juste derrière le carré de tête. Cette décision ne doit rien au hasard : les femmes sont les premières victimes des politiques d'austérité que nous prépare le TSCG, le fameux Pacte budgétaire, et qui sont déjà mises en œuvre dans certains pays européens sans pour autant les tirer de la crise ! Cette catégorie de la population, qui n'a eu accès au droit fondamental de la citoyenneté (le droit de vote et d'éligibilité) qu'en 1944 en France voit continuellement ses droits exposés à de nouvelles régressions. La menace est encore plus agressive en temps de crise, que ce soit sur le plan idéologique avec la montée de la réaction qui remet en cause le droit à l'avortement ou l'accès des femmes à l'emploi, mais aussi en rendant ces droits difficilement applicables...

Difficilement applicables ? Si les chantres traditionnels du Patriarcat attaquent frontalement le droit à l'avortement ou l'autonomie financière des femmes, les politiques d'austérité sont un peu plus subtiles dans le discours et tout aussi dangereuses dans les faits : il n'y a pas de politiques favorables aux droits des femmes compatibles avec la rigueur ! Pour ne prendre que des exemples récents de mobilisations :

- 2009 : Les féministes se sont battues pour obtenir une Loi contre les violences faites aux femmes. Hélas, non seulement la loi a été très édulcorée par rapport à la proposition de Loi cadre initiale, mais elle est très peu opérante vu les maigres moyens qui lui sont octroyés ! ;
- 2010 : Une grande manifestation pour le droit à l'avortement a dénoncé la restructuration de l'hôpital public mise en place pour faire des économies budgétaires. Plus de 180 centres d'IVG ont fermé en 10 ans, ce qui rend le droit à l'avortement de moins en moins applicable ! ;
- 2011 : Fermeture du dernier centre d'hébergement parisien qui accueillait les femmes.

En 2010, lors du mouvement contre la réforme des retraites, les associations féministes se sont mobilisées pour rendre visible la question des droits femmes en organisant des points fixes dans toutes les manifestations. Les carrières des femmes étant marquées par les inégalités salariales, le temps partiel ou encore la difficulté à grimper dans la hiérarchie des entreprises, on se retrouve avec un écart de pension de 38 % entre celles des femmes et des hommes, et l'allongement de la durée de cotisation qui aggrave la difficulté qu'elles ont à avoir des pensions correctes.

Mais encore ? L'austérité, ce sont des coupes budgétaires qui concernent :

- L'hôpital public, les maternités et les Centres d'IVG qui vont avec ;
- Les services publics dont celui de la petite enfance et de la dépendance : moins de crèches et de structures d'accueil pour les personnes âgées, ce qui incite les femmes à affronter la double

journée ou le chômage forcé pour s'occuper des enfants et des personnes dépendantes ;

- La Fonction publique : la majorité des fonctionnaires sont des femmes, qui sont donc moins bien payées. Les effectifs diminuent également avec le non-remplacement d'un-e fonctionnaire sur deux lors des départs en retraite ;

- La protection sociale : baisse de plusieurs prestations comme l'allocation maternité, les aides aux familles, les montants et les durées d'indemnisation du chômage ;

- Les budgets spécifiquement alloués aux droits des femmes : les ministères dédiés se retrouvent sans le sou ;

- Les salaires, avec de très timides voire symboliques hausses du SMIC, à savoir qu'il y a deux fois plus de smicardes que de smicards !

Notons aussi l'expansion du temps partiel si chéri des politiques libérales, dont 83 % des salarié-es concerné-es en France sont des femmes !

Les femmes 1ères victimes de la crise... selon les féministes ? Oui, mais pas seulement ! Le constat n'est plus un secret de polichinelle depuis longtemps. La commission du parlement européen le dit en toutes lettres : « *Les inégalités entre les femmes et les hommes sont connues de longue date, mais sont exacerbées par la crise. Les femmes subissent souvent ses conséquences négatives plus rapidement, et ne profitent de la reprise qu'avec retard* ».

La Confédération Syndicale Internationale renchérisait en mars 2011 : « *L'impact de la crise sur l'emploi des femmes tend à être sous-évalué et ne fait jamais la Une des journaux. Pourtant les femmes sont les premières concernées par la crise et la précarité croissante de l'emploi.* »

C'est tellement rare qu'on mette en avant la question des droits des femmes... Alors, soyons très nombreu-x-ses à grossir ce 1^{er} cortège et crier haut et fort que les femmes sont les 1ères victimes de l'austérité et seront les 1ères et les plus ardentes à la combattre !

6 - Journées internationales pour la maîtrise de la fécondité et le droit de choisir d'être mère... ou pas - 26 et 28 septembre 2012 - Planning Familial

26 septembre 2012, journée mondiale de la contraception ; 28 septembre, journée internationale d'actions pour l'accès à l'avortement. Deux facettes d'un seul et même droit, celui du choix des femmes, de leur l'autonomie et de leurs droits à la maîtrise de leur fécondité ! Des droits fondamentaux et universels ? Vraiment ? Pour Le Planning Familial ces droits sont indissociables, c'est le choix des femmes à maîtriser leur fécondité, à décider d'être enceintes ou pas, mères ou pas.

En France, grâce aux luttes menées, l'accès à la contraception et à l'avortement est légal mais l'injonction de réussite contraceptive vire au tabou absolu pour l'avortement. En témoigne la culpabilisation de celles « échouant » à cette injonction et qui décident de ne pas poursuivre leur grossesse !

Une hypocrisie internationale : 215 millions de femmes dans les pays en voies de développement n'ont toujours pas accès aux services de planification familiale et une femme meure toutes les 8 minutes des suites d'un avortement clandestin faute d'un accès aisé à la contraception et à un avortement sûr et légal.

Les textes ne manquent pourtant pas ! De la conférence du Caire en 1994 aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tous les textes, toutes les déclarations reconnaissent l'importance pour les femmes d'accéder aux services de planification familiale et à l'avortement de manière sûre et légale. De l'ONU en 1999, pour qui « l'interdiction de l'avortement viole les droits de la personne humaine. Le droit au libre choix doit sauver des vies » au Parlement de l'Union Européenne déclarant en mars 2011 que « l'Union européenne et les États Membres doivent garantir aux femmes un accès aisé aux moyens de contraception ainsi que le droit à un avortement sûr » mais rien ne bouge vraiment.

Et en France, en Europe et dans le monde, les droits des femmes à disposer de leur corps sont toujours malmenés. La loi de 2001 française n'est pas vraiment appliquée: éducation à la sexualité laissée au bon vouloir des équipes éducatives, accès à la contraception temporaire ou définitive très mal remboursée ou refusée, manque de lieux d'accueil pour les jeunes sur les territoires... Quant à l'avortement, les restructurations hospitalières réduisent comme « neige au soleil » les possibilités d'accès aux centres IVG... Une liste de dysfonctionnements trop longue pour notre pays qui vient de se doter d'un Ministère des Droits des femmes et qui se veut progressiste !

La Pologne, l'Irlande et Malte interdisent toujours l'avortement ; l'Espagne, la Hongrie, la Russie, la Suisse envisagent d'en restreindre l'accès ou de ne plus le rembourser. Aux USA comme en Europe, les anti-choix veulent renforcer la clause de conscience, prônent l'abstinence, attaquent les centres pratiquant les avortements ou font voter la reconnaissance du fœtus comme personne juridique... De nombreuses femmes migrent alors dans l'indifférence générale pour mettre fin à une grossesse non voulue mais elles le paient au prix fort !

Ces freins, obstacles, tabous et régressions autour de la sexualité des femmes, des hommes et particulièrement celle des jeunes cachent mal la difficulté de nos sociétés à reconnaître ce droit aux femmes de choisir quand et si elles veulent devenir mères.

Garantir à toutes et tous information, choix, droit, et accès en toute sécurité et sans jugement à toutes les méthodes de contraception et à l'avortement, ici et là-bas est un combat universel ! Les droits sexuels sont des droits fondamentaux et au-delà d'une question prioritaire de santé publique, il s'agit bien d'autonomie, de liberté, d'indépendance, dans le respect des différences.

Ce combat, Le Planning Familial le poursuit en France, en Europe et dans le monde avec l'IPPF et ses associations partenaires pour que s'appliquent enfin ces droits fondamentaux pour les femmes et les hommes partout et dans tous les pays, où qu'ils soient !

7 - Élection de « Graine de Miss » à Bordeaux - Communiqué Planning Familial Gironde

Le dimanche 23 septembre va avoir lieu à Bordeaux au cabaret music hall le « Diamant rose » une élection de « Graine de Miss » Aquitaine de 6 à 13 ans servant de qualification pour « Graine de Miss » France en décembre 2012.

Notre association, le Planning Familial lutte pour les droits des femmes et combat au quotidien les stéréotypes sexistes ; nous ne pouvons donc pas accepter que se développe sur notre territoire des élections de mini miss copiant les Miss adultes et basées sur une vision hypersexualisée des fillettes. En effet, ces concours ne sont pas des divertissements anodins, mais ils participent à l'hypersexualisation des petites filles, ils valorisent une vision stéréotypée de la petite fille « petite fille objet » qui se construit principalement sur son apparence et la séduction transformant ainsi le regard que portent les adultes sur ces enfants... Et le fait que cet organisme appelle ce concours « Graine de Miss » et interdise le maquillage ne change rien au problème. De plus le choix du cadre, le Music Hall le Diamant rose, aggrave l'aspect sexualisation du « spectacle ».

Des professionnels de santé dans un rapport remis à Chantal Jouanno sénatrice alertent sur les dangers de l'hyper sexualisation des fillettes, celle ci pouvant avoir des conséquences négatives sur leur développement et engendrer des problèmes comportementaux importants notamment lors de l'adolescence.

Nous alertons toutes les associations concernées par cette thématique, mais aussi les responsables politiques : Mr Juppé, Maire de Bordeaux, Mr Madrelle Président du Conseil Général et responsables des services de protection de l'enfance, Mr Le Préfet et aussi la Nouvelle Ministre des droits des femmes Mme Belkacem, afin que cette question soit prise en compte et que de réelles mesures soient décidées afin d'interdire la promotion d'images sexualisés des enfants

notamment l'utilisation marchande (dans la publicité..) et les concours d'apparence (mini-miss, concours de beauté etc).

Nicole Blet - Présidente - Planning Familial de la Gironde

8 - Appel du « Collectif de femmes immigrées victimes de violences » - Perpignan

Nous sommes des femmes immigrées, venues en France après notre mariage avec un conjoint de nationalité française ou dans le cadre du regroupement familial. Nous sommes venues pour vivre une vie de couple harmonieuse et fonder une famille. Notre vie conjugale a malheureusement sombré dans le cauchemar et nous avons du subir la violence et la maltraitance conjugale dans le plus complet isolement. Nous avons du fuir notre domicile pour protéger notre vie. En tant qu'immigrées nous subissons aujourd'hui une double peine car les lois racistes du gouvernement Sarkozy, non encore abolies, font que, comme toute immigrée ayant épousé un français, nous sommes soupçonnées de l'avoir fait pour l'unique but d'avoir des papiers. En conséquence, en cas de rupture de vie conjugale nous perdons immédiatement nos droits au séjour dans ce pays ou nous avons choisi de reconstruire notre vie.

Comme femmes, nous avons subi la violence, la peur et l'humiliation avec comme seul choix subir le sort d'une esclave ou être renvoyée dans notre pays d'origine où nous sommes aussi rejetées au vu de notre statut de femme divorcée qui nous met au ban de la société !!! Nous sommes donc comme un objet à la merci de notre conjoint qui seul peut décider de notre sort et donc exclues des droits des femmes de ce pays obtenues de haute lutte !!!

Nous refusons cette injustice qui en tant que femmes lie notre sort à notre conjoint sans considération du fait que nous sommes victimes et non coupables de ce qui nous arrive !!! Nous réclamons la protection automatique de la justice française et la reconnaissance de cette violence qui nous est faite. Nous exigeons un titre de séjour et de travail ainsi qu'un statut indépendant de notre statut familial! Nous appelons à la solidarité de tous et de toutes dans notre juste lutte.

- Badia, Djamila, Kenza, Nadia

Soutenue par : La commission femme ASTI66, le Collectif Droits des femmes, APEX, Planning familial. Contact: Commission femme ASTI66

9 - Pour plus d'égalité entre filles et garçons à l'école - Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem - lemonde.fr

Le 10 juillet dernier, l'Etat et les partenaires sociaux s'accordaient unanimement pour relancer le processus de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Cet objectif ne peut être disjoint d'un autre engagement : mettre l'égalité des filles et des garçons au cœur même de la refondation républicaine de l'école Certains s'interrogeront encore. L'école mixte n'est-elle pas déjà le creuset de l'égalité ? La réussite scolaire des filles aux examens et la relative surreprésentation des garçons parmi ceux qui décrochent de notre système scolaire n'est-elle pas le signe que l'école compense largement les inégalités de genre ?

L'égalité entre les femmes et les hommes est aujourd'hui une valeur et une promesse de la République, en même temps qu'un objectif fondamental de l'institution scolaire. C'est précisément à l'aune de cette promesse et des espoirs qu'elle suscite qu'il faut mesurer le chemin qu'il reste à parcourir... et il est encore long. L'égalité en droit, la mixité scolaire n'ont pas suffi à abolir la différence de regard porté sur les filles et les garçons, la construction sexuée des parcours scolaires ni les violences sexistes à l'école.

L'école reproduit encore trop souvent des stéréotypes sexistes. La manière d'interroger, de donner la parole, de noter, de sanctionner et évidemment d'orienter, révèlent des représentations profondément ancrées sur les compétences supposées des unes et des autres. L'école est loin d'être neutre du point de vue du genre. Bien des études montrent qu'en classe, la parole est

inégalement distribuée et les attentes différentes. Quand l'on suppose les garçons toujours capables de "mieux faire", on croit souvent les filles au sommet de leurs capacités. On tend à attendre des unes le conformisme et des autres la créativité. Programmes et manuels entretiennent trop souvent ces représentations inégalitaires : combien de "grandes femmes" pour tous ces "grands hommes" dans les livres d'histoire ? Combien d'images valorisantes des femmes ? Ces mécanismes involontaires, peuvent avoir des conséquences lourdes et directes sur les parcours scolaires, puis professionnels, des jeunes. Le paradoxe est connu : les filles ont de meilleurs résultats scolaires que les garçons mais leurs choix d'orientation - et plus encore les choix qui sont faits pour elles - demeurent très traditionnels et trop souvent restreints à quelques secteurs d'activité. D'une palette plus étendue, les parcours des garçons ne les détournent pas moins de certains domaines professionnels, considérés comme "féminins". Les filles représentent ainsi à peine plus de 10 % des séries industrielles et...plus de 90 % de la série ST2S (sciences et technologies de la santé et du social). De même, alors que taux d'accès au baccalauréat des filles est largement supérieur à celui des garçons (76,6 % pour les filles contre 66,8 % pour les garçons) elles ne représentent que 43,5 % des élèves inscrits en première année des classes préparatoires aux grandes écoles. Les filles ne sont d'ailleurs pas les seules à en souffrir : l'échec des garçons prend une part de sa source dans le décalage entre le message de la société qui les dit "plus forts" que les filles et la réalité de leurs résultats scolaires, décalage qui tend à délégitimer à leurs yeux la parole et les exigences de l'école.

Il est de notre responsabilité de provoquer une prise de conscience de ces phénomènes inconscients pour que les regards changent, que nous parvenions à ce « déconditionnement » des mentalités dont parlait déjà Yvette Roudy, ministre des droits des femmes en 1981. Il est de notre responsabilité que nous passions des déclarations d'intention et des textes de lois à une pratique quotidienne de l'égalité. Parce que nous voulons que les femmes et les hommes aient le choix, aient tous les choix possibles, parce que c'est un impératif citoyen, un impératif social et un impératif économique, nous construirons ensemble une éducation qui porte et transmet la culture de l'égalité entre les sexes.

Notre école doit former des citoyennes et des citoyens émancipés capables de comprendre, d'interroger voire de critiquer le fonctionnement de la société et d'exercer leur libre-arbitre. Beaucoup se joue dans les premières années : la culture de l'égalité doit se transmettre au plus tôt, et nous y attacherons une importance toute particulière dans l'écriture des programmes. Nous y formerons les enseignants et l'ensemble des personnels qui concourent à l'éducation et à l'orientation des élèves, dans le cadre des Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation.

Notre école doit former davantage de femmes chercheuses, ingénieures, scientifiques qui participeront au redressement productif dont notre pays a besoin. La répartition inégalitaire dans les filières nous conduit en effet à gâcher, sans même nous en rendre compte, des potentiels, des compétences, des énergies. Là encore, nous serons volontaristes et travaillerons en étroite liaison avec les partenaires sociaux, les collectivités territoriales, l'enseignement supérieur pour promouvoir une orientation qui ouvre aux jeunes filles et aux jeunes hommes tous les possibles et porte l'ambition d'une mixité plus forte dans toutes les filières de formation.

Notre école, enfin, doit se mobiliser contre les violences de genre, ces mots, ces gestes, ces coups qui excluent et infériorisent les filles. Installer le respect entre tous et toutes, apprendre le bonheur de partager un espace, du commun : c'est la mission de l'école. Elle suppose - quand les enfants de tous âges sont soumis par la télévision, par Internet, à un flot d'informations incontrôlables qui ne véhiculent pas toujours des valeurs de respect et d'égalité - d'aider les élèves à construire leur identité, leur rapport aux autres, à leur corps et donc de leur parler de sexualité. Il doit y avoir une place à l'école pour une information et une éducation émancipatrice sur ces sujets. La loi qui prévoit des séances d'éducation à la sexualité de la maternelle à la

Terminale doit être rendue effective partout sur le territoire, dans toutes les écoles, tous les établissements.

Nous ne partons pas de rien. De très nombreuses initiatives, locales comme nationales, des partenariats entre l'école et les associations, construisent au quotidien une culture du refus des préjugés, des discriminations et des violences, une culture émancipatrice. Nous travaillons pour faire de ces innovations multiples une véritable politique. Et nous le ferons en nous adressant ensemble aux acteurs de l'éducation, pour que tous soient convaincus du caractère central de cette dimension de leur mission. "L'école, en instruisant, éduque à la liberté" apprenaient en leur temps les futurs instituteurs. Il est temps de compléter cette maxime : l'école doit éduquer à l'égalité.

COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS

10 - Rappel : Festival féministe de documentaire Femmes en Résistance - 29/30 septembre (voir fichier joint)

Espace municipal Jean Vilar, Arcueil, 1 rue Paul Signac, 01 41 24 25 55, RER ligne B, station Laplace zone 2, ou station Arcueil Cachan zone 3 ; Voir n° 205 du Courrier de la MMF. Deux documentaires à propos de la Marche Mondiale des Femmes passeront au cours du festival :

- Dimanche 30 à 15h : La Marche Mondiale des Femmes 2010 au Kivu : 1000 femmes de 42 pays se sont réunies à Bukavu (RDC) en octobre 2010 pour clôturer la Marche Mondiale des Femmes 2010. Elles ont marché pour dénoncer toutes les formes de violences faites aux femmes dans un monde de pauvreté et d'exclusion. Les témoignages visent notamment les viols subis par les Congolaises de l'Est. Malgré toutes les atrocités,

11- dimanche 30 à 19h15 : La Marche Mondiale au Brésil : le lancement de la 3ème action internationale de la Marche Mondiale des Femmes en 2010 a eu lieu au Brésil. 2000 femmes ont marché dans une ambiance joyeuse et festive ! - - celles qui ont survécu sont restées actives et combattantes.

Tout le programme sur : <http://resistancesdefemmes.wordpress.com>

11 - Alerte ! Grave menace sur les droits des femmes. Le droit à l'IVG est attaqué de toutes parts - 28 et 29 septembre - Association Droits des Femmes 20^{ème}, Collectif IVG Tenon

Les centres pratiquant des IVG ferment les uns après les autres (179 en 10 ans), ou diminuent leur capacité d'accueil, refusent les grossesses de plus de 8 semaines, ou pratiquent uniquement des IVG médicamenteuses, donc avant 5 semaines de grossesse si on ne veut pas prendre de risques. Pourquoi ? Pour des raisons de rentabilité : l'IVG, sous-évaluée financièrement, ne rapporte pas assez aux hôpitaux.

Ce qui arrange bien cette politique, c'est l'intégrisme religieux surfant sur la crise économique - depuis les catholiques jusqu'aux islamistes en passant par les évangélistes - on veut régenter la vie des femmes au nom d'une sacro-sainte Vie, même si des femmes en meurent.

L'équivalent laïc du discours religieux, c'est de faire la morale aux femmes : « Tout de même, quelle honte de se faire avorter alors qu'il y a la contraception, elles n'ont qu'à... ». Pourtant 80 % des IVG sont pratiquées par des femmes qui prennent une contraception : c'est donc que ce n'est pas si simple...

Sans IVG - libre - remboursée - le libre choix des femmes n'est pas garanti. Les lois de 1975 (Veil), 1979 (Pelletier) et 1982 (Roudy) ont organisé le droit à l'IVG. Ce droit a été reconnu après des années de luttes, pendant lesquelles on ne l'a pas seulement revendiqué, mais on l'a pratiqué : des médecins, puis des femmes non-médecins, ont appris la méthode Karman (aspiration douce) et l'ont pratiquée pour aider les femmes et pour montrer que l'interruption volontaire de grossesse pouvait se passer bien, et simplement (expérience des groupes MLAC).

Pour connaître ce passé des luttes féministes pour le droit à l'IVG, venez visiter l'exposition installée à la maison des associations, vendredi 28 et 29 septembre, 3 rue Frédéric Lemaitre, Paris
Vendredi 28, de 14h à 21h, exposition ; à 19h, projection d'extraits de documentaires : « Y'a qu'à pas baiser » de Carole Roussopoulos (1971) ; « Regarde elle a les yeux grand ouverts » de Yann Le Masson (1979) ; suivie d'un apéro débat
Samedi 29 de 14h à 18h, projection prévue à 15h, suivie d'un goûter débat.

12 - Invitations à La Maison des Femmes de Montreuil - 4 et 8 octobre

Jeudi 4 octobre : groupe de travail ouvert à tous : « Sexisme à l'école ? » - 18h /20h ; comment sensibiliser les équipes enseignantes à la lutte contre le sexisme ordinaire entre élèves, dans les rapports adultes/élèves... ; Comment utiliser la proximité du salon du livre jeunesse de Montreuil sur cette thématique ?

Samedi 8 octobre: « Bistrots féministes » - 11h/13h ; présentation de recherches autour du thème : « l'injure, arme fatale du sexisme ? », avec Claudine Philippe, sociologue, féministe.

Débat et repas associatif, 6 euros

Maison des Femmes de Montreuil, 24/28 rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, M° Mairie de Montreuil, ligne 9, site:<http://maisondesfemmes.org>

13 - « Sport : pas de filles hors-jeu » - Femmes Solidaires - 5 octobre

Autour de deux tables rondes, des actrices et acteurs du monde sportif croiseront leurs expériences et leurs analyses. Ouverture par Fatima Lalem, Adjointe au Maire de Paris chargée de l'égalité femme/homme.

16h15-17h15 : Femmes et sport, mixité : quelles politiques publiques ? : Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis, ministre de la Jeunesse et des sports de 1997 à 2002, Jean-Michel Arberet, maire adjoint aux sports à Arcueil (94), Nina Charlier, membre de la direction nationale du SNEP-FSU, des représentantes de l'Assemblée des Filles du sport de Vaulx-en-Velin (69). Échanges animés par Carine Delahaie, rédactrice en cheffe de Clara-magazine.

17h30-18h30 : Le sport : dernier bastion du sexisme ? : Fabienne Broucuret auteure du livre Le sport féminin, Annie Sugier de la Ligue du droit international des femmes, Christine Aubère, présidente du Football féminin d'Issy les Moulineaux. Échanges animés par Eugénie Forno, journaliste à Clara-magazine.

Réservation obligatoire au 01 40 01 90 90 ou par mail : femmes.solidaires@wanadoo.fr

14 - Les Choraleuses fêtent ses 10 ans - Toulouse - 6 et 7 octobre

Samedi 6 octobre : 15h1mn35s ; c'est parti ; 16h08 : scène artistique, slam, chants italiens, lectures, accordéon, cracheuse de feu... ; 19h30 : les chôrleuses chantent ; 20h04 : restauration sur place 10 euros ; 21h13 : Fiesta joyeuses et féministe !

Dimanche 7 octobre : 11h 14h : grignotage littéraire et filmique.

Présence d'associations féministes, expo, diaporama...

Lieu : Folles Saisons, 197 route de St Simon 31100 Toulouse, rocade sortie Céprière, sortie 27, puis route de St Simon ; bus 8 ou 14 depuis les Arènes, arrêt J Sauveur ; Metro ; Mirail Université.

15 - Festival « Elles résistent » - La Parole errante - 8 au 15 octobre (voir fichier joint)

Durant 8 jours, des personnes, des artistes, des groupes se rencontrent et confrontent leurs pratiques artistiques militantes personnelles et collectives autours de trois directions : constats/état des lieux ; résistances aux violences masculines et sociétales ; luttes et utopies féministes... ». Le festival « Elles résistent » se déroulera à Paris du lundi 8 au lundi 15 octobre et réunira « des plasticiennes qui, depuis plusieurs années, s'expriment et dénoncent les violences masculines et sociétales faites aux filles aux femmes et aux lesbiennes.

La Parole Errante, 9, rue François Debergue - métro croix de Chavaux

Tout le programme sur : <http://ellesresistent.tk/>

16 - Soutien aux lesbiennes demandeuses d'asile - La Lune - Strasbourg - 6 octobre

Le 6 Octobre 2012, au Molodoï, La Lune, association de femmes homosexuelles de Strasbourg, organise une soirée de soutien aux lesbiennes demandeuses d'asile en France. Nous avons mis en place avec des amies, il y a quelques semaines, un pôle national d'aide envers ces femmes qui n'ont aucun moyen vital lorsqu'elles arrivent en France. Ce pôle nous permet de trouver des avocats qui les aideront à constituer leurs dossiers et qui les défendront. De notre côté, nous les épaulerons au quotidien dans leurs démarches administratives et autres... Initialement, plusieurs d'entre nous aidaient ces femmes depuis des années, il y a quelque temps nous avons décidé de mettre toutes ensemble notre savoir faire en commun en créant ce projet.... Pour que ce pôle soit efficace, nous avons besoin de votre solidarité et surtout de votre présence à toutes et à tous le 6 octobre au Molodoï. Toutes les artistes, djettes et organisatrices de cette soirée haute en couleur musicale sont bénévoles et se réjouissent de vous accueillir en masse pour cette soirée qui n'est vraiment pas comme les autres...

L'équipe de La Lune - Contact: Irène:06.10.83.48.40

17 - Tribunal Féministe contre la dette et l'austérité - Marseille - 17 octobre - Collectif 13 Droits des Femmes

Le Collectif 13 Droits des Femmes, adhérent à l'initiative féministe de la Marche Mondiale des Femmes, a décidé d'organiser un tribunal féministe contre l'austérité et la pauvreté. Les femmes sont les plus touchées par la crise et ses conséquences. Nous dénonçons les politiques néolibérales, qui engendrent des licenciements massifs et des coupes budgétaires dans les services publics. Cela aggrave les inégalités entre les sexes et la précarité des femmes dans toutes les dimensions de leur vie.

Pour connaître, approfondir et débattre sur les causes de la crise ; Pour dénoncer le Pacte Budgétaire (TSCG) et condamner sa politique d'austérité ; Pour présenter et défendre nos propositions alternatives. Dans le cadre de la campagne européenne de la Marche Mondiale des Femmes, participez au Tribunal Féministe contre la dette et l'austérité, mercredi 17 octobre 2012 de 15h00 à 20h00, à la Cité des Associations, 93 la Canebière, 13001 Marseille

Déroulement du Tribunal :

15h -17h - Séance de formation animée par Christiane Marty, économiste, sur : la dette : la faute à qui ? Les intérêts ? Déficit public ? Les politiques d'austérité et les conséquences pour les femmes ; Les solutions alternatives

17h -17h30 : Pot féministe

17h30 - 19h30 : Rencontre-débat : Interventions de Claudine Blasco, Catherine Bloch-London (Groupe Genre et Mondialisation ATTAC) ; Djemila Mahmoudi (Vice présidente de l'association HYGIA et membre de la Commission Nationale de Lutte contre l'exclusion) ; Almerinda Bento (militante de UMAR e de la Marche Mondiale des Femmes du Portugal) ; Témoignages d'associations et de femmes en grande précarité.

Pour tous contacts et renseignements : <http://collectif13.ddf.free.fr/>

18 - 6 heures pour L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, Maintenant ! - 20 octobre

Mettons au centre du débat sur l'égalité salariale les travailleuses les plus précaires ! Exigeons ensemble la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnels féminisés !

Nous vous invitons : à venir entendre les salariées en lutte des métiers féminisés : Femmes de

chambres, caissières, aides à la personne, vendeuses ; A débattre avec des chercheuses, des militant-es... ; Interventions de chercheuses du MAGE : Rachel Silvera et Isabelle Puech et des organisations animatrices de la campagne : pour le CNDF, Maya Surduts et Anne Chantran, pour Femmes Égalité, Ana Azaria, pour ATTAC, Catherine Bloch-London ; Témoignages de travailleuses en lutte et de militantes syndicales : des ATSEM de Strasbourg, du centre commercial de la Part Dieu à Lyon, de Monoprix, de Carrefour, des Licenci'Elles (3 Suisses), de Sodimedical.....Avec un théâtre forum créé par « Féminismes enjeux »

Campagne lancée par le CNDF, Femmes Égalité, ATTAC, la Maison de Femmes de Montreuil

Soutenue par : AC !/ APEIS/ L'Appel et la Pioche/ CADAC/ Coordination Lesbienne en France (CLF)/ Espace Simone de Beauvoir/ Femmes libres Radio libertaire/ Femmes Solidaires / Initiative féministe européenne (IFE) France/ La Lune (Strasbourg)/ Marche Mondiale des Femmes Paris - IdF/ Osez le Féminisme !/ Rajfire/ Réseau féministe "Ruptures"/ Solidarité Femmes (Strasbourg)/ SOS Sexisme, Observatoire Isérois de la Parité entre les femmes et les Hommes ; FSU/ Solidaires/ CFDT salariés du particulier employeur/ CFDT et CGT Hachette Filipacchi Associés/ CGT Carrefour Planet Ecully/ CGT Commerce et Services/ CGT Equipement-Environnement 67/ CGT Part-Dieu Oxygène/CGT Brasserie Kronenbourg Strasbourg/ UD CGT 67/ UD CGT 93/ UL CGT Massy/ UL CGT Pantin-Pré St Gervais/ UL CGT Paris 9e/UL CGT Villefranche/CGT Casino Argenteuil ; Les Alternatifs/ EELV/ FASE/ GU/ MJCF/ NPA/ PCF/ PCOF/ PG/ Cercle communiste d'Alsace

Bourse du travail - 9-11, rue Génin à Saint Denis 93 ; Métro : ligne 13 Saint Denis - Porte de Paris

19 - Feuilles d'automne des écrivains handicapés et des autres - FDFA - 20 octobre

Marraine : Laure Adler, journaliste et écrivaine, Parrain : Axel Kahn, généticien. En présence de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des Femmes et porte-parole du Gouvernement
Pour s'inscrire ?

<https://docs.google.com/spreadsheets/viewform?formkey=dEY2amtwZlcybVJEWFlmc1RRVGVLUHc6MQ#gid=0>

L'inscription est obligatoire. Pour les personnes déficientes visuelles ne pouvant le remplir en ligne, une version Word est disponible sur demande auprès de isa.fdfa@free.fr

Une participation solidaire à l'accessibilité de 5 € est demandée. Merci d'adresser votre règlement à : FDFA - Feuilles d'automne - 2, rue Aristide Maillol - 75015Paris

Comment s'y rendre ? Maison Internationale de la Cité Universitaire, Espace Adenauer, 17, boulevard Jourdan, 75014 Paris, Accès pour les personnes à mobilité réduite par le 27, boulevard Jourdan. Tramway T3 : Cité Universitaire, RER B : Cité Universitaire, M° Porte d'Orléans

Horaire : De 9 heures à 18 heures ; Séance de signatures et de dédicaces : de 15 à 18 heures

Cette journée est ouverte à toutes et à tous : merci de diffuser largement cette invitation.

RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

20 - 7^{ème} rencontre « Films Femmes méditerranée - Marseille - 25 septembre au 3 octobre

Du conte au mélodrame, de la comédie au social, du politique à la tragédie, de la fiction au réel, les Rencontres Films Femmes Méditerranée présentent une cinématographie au féminin, engagée, en prise avec l'actualité et toujours du côté de la vie. Coups de cœur et temps forts viendront rythmer plus d'une semaine de découvertes d'inédits, dont le très attendu Héritage de l'actrice Hiam Abbass, de premières, dont Zephyr de la Turquie Belma Bas, de films qui font la part belle aux premières œuvres.

Un focus sur les femmes en politique, un détour du côté des tragédies grecques, un clin d'œil à la photographe Helena Almeida, des actrices éternelles : Gina, Mélina... Marquée cette année par une

dynamique d'ouverture aux festivals de la Méditerranée et aux manifestations consacrées aux femmes de cinéma, les 7^è Rencontres s'enrichissent.

Des fenêtres ouvertes sur le Salina DocFest italien et le Festival du Film de Femmes de Salé au Maroc. Une carte blanche au Festival International de Films de Femmes de Créteil dont nous aurons le plaisir d'accueillir l'équipe. Un 13 en Courts innovant avec un jury de professionnels présidé par Julie Gavras. Très présente, la musique, souvent trame narrative, accompagne ces Rencontres avec trois concerts live. Autant d'occasions d'échanger avec des réalisatrices et les comédiennes qui nous font l'honneur d'être présentes.

Tout le programme sur : www.films-femmes-med.org

21 - Théâtre « Le Septième Kafana » - Maison des Femmes et Rajfire - 2 octobre

Le Septième Kafana est un projet sur les femmes vendues et les femmes revenues. De jeunes femmes croient à une vie meilleure, avec un travail et un salaire après la chute du mur, après la guerre des Balkans. L'Europe occidentale est l'éden possible, y gagner de l'argent pour elles, pour leurs enfants, leur famille et sortir de la misère. Elles ignorent qu'elles vont être vendues de proxénètes en proxénètes, de Kafana en Kafana. Trois auteurs ont rencontré des femmes sorties de l'enfer de l'esclavagisme. Ils les ont écoutées, pour ensuite retranscrire d'une manière à la fois documentaire et poétique leur parole. Entendre des femmes à qui jamais les mots ne sont donnés, écouter les invisibles de nos sociétés.

Théâtre Douze, 2 à 6 avenue Maurice Ravel 75012 Paris, 20h30 ; entrée libre. Métro Porte de Vincennes Dans le cadre du festival 12 regards d'artistes.

22 - Cour métrage - « Dérobées » - MdF et Rajfire - 18 octobre

Un court métrage documentaire de création, réalisé par Pascaline Simar, produit par Andolfi, 28 mn, couleur, 2011.

Voyage dans les Balkans, plaque tournante des trafics de femmes à l'intérieur de l'Europe. Croisant situations du quotidien, paysages dévastés par la guerre, la misère, images figuratives, questionnaires et formulaires administratifs, Dérobées propose, sur un mode sensible, une analyse politique du trafic de femmes en Europe. Débat avec la réalisatrice Pascaline Simar et Hubert Dubois (documentariste).

Jeudi 18 octobre à 19h30 - Entrée libre - Maison des associations 181 avenue de Daumesnil 75012 Paris. Métro Daumesnil

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France.fr>